

NATIONS UNIES

CONSEIL
DE TUTELLE



SECTION

Distr.
LIMITEE

T/COM.3/L.37
9 juin 1960

ORIGINAL : FRANCAIS

COMMUNICATION DE M. MICHEL RWAGASANA, SECRETAIRE GENERAL DE L'UNION
NATIONALE RUANDAISE (UNAR) CONCERNANT LE RUANDA-URUNDI

(Distribuée conformément à l'article 24 du règlement intérieur du Conseil de
tutelle)

Communiqué No 1 du 20/5/60

Le Comité Directeur de l'UNION NATIONALE RUANDAISE (UNAR) a l'honneur de
porter à la connaissance des populations du Rwanda-Burundi ce qui suit :

1. Compte tenu du régime de terreur que le gouvernement colonialiste Belge impose
aux Territoires Africains sous son administration et en particulier notre Patrie
le Rwanda-Burundi,
2. Attendu que ce gouvernement a directement et indiscutablement poussé les
populations autochtones à des actes qui ont abouti au désordre, aux pillages, à
l'incendie, aux meurtres et à l'anarchie complète actuelle,
3. Attendu que les fonctionnaires Belges avec les partis collaborationnistes,
réactionnaires et opportunistes, ont procédé à des actes de dépossession, d'emprisonnement,
de massacre et de torture des milliers d'innocents, et que la responsabilité
du gouvernement Belge est établie,
4. Attendu que les crimes précités avaient pour but de neutraliser, d'étouffer
les aspirations légitimes du peuple du Rwanda-Burundi à l'indépendance, faisant
délibérément fi des dispositions de la Charte des Nations Unies, notamment en
son article 76,
5. Attendu que le gouvernement Belge par son approbation tacite de la politique
suivie par son gouvernement colonial du Rwanda-Burundi, par la conspiration du
silence des chambres Belges par la position intolérable du Ministre actuel du
Congo et du Rwanda-Burundi a soutenu le gouvernement colonialiste précité,
6. Attendu que la Mission spéciale d'enquête de l'ONU, après avoir analysé la
situation du Territoire sous tutelle, a invité la Belgique à :

- a) postposer les élections et les rapporter à janvier 1961 sous le contrôle et la surveillance des Nations Unies.
- b) Organiser le plus tôt possible une table ronde à Bruxelles, pour assainir le climat actuel du Rwanda-Burundi.
- c) recevoir rapidement les fonctionnaires de l'ONU pour aider la Belgique à redresser la situation,
- d) prévoir la date de l'indépendance du territoire,

Et que cette Mission semble ainsi reconnaître la responsabilité du Gouvernement,

7. Attendu que le Conseil spécial, espèce de gouvernement provisoire camouflé et fantoche, imposé au Mwami et au Peuple par un gouvernement colonialiste, est détesté par la majorité absolue du peuple et préconise des mesures politiques fantaisistes, consistant notamment en la déposition arbitraire du Mwami du Rwanda et l'imposition forcée de chefs et sous-chefs coutumiers provisoires désignés par le régime d'occupation militaire, régime toujours en vigueur depuis plus de 6 mois et présentement rendu plus oppressif par l'arrivée massive de nouveaux contingents de soldats belges,

8. Attendu que le dernier communiqué no 13 du résident militaire du Rwanda B.E.M. Logiest invite la population à participer secrètement aux élections inconnues de l'ONU pendant que les nationalistes et toute l'élite du Territoire débordent les prisons, sont en exil ou dans les camps de concentrations de Nyamata, et que toutes les libertés démocratiques ont été supprimées, même après le passage de la Mission d'enquête de l'ONU. Etant donné que surtout après ce passage de la mission d'enquête, les fonctionnaires Belges sous peine d'emprisonnement forcent les citoyens à adhérer, par l'achat des cartes de membre aux partis collaborationnistes, et que les dites cartes donnent seules droits de cité à leurs détenteurs et sont devenues aussi des feuilles de route permettant des déplacements d'une région à une autre,

9. Attendu que cette politique irréfléchie et inutile du gouvernement colonialiste Belge compromet présentement les véritables intérêts du peuple Belge et est susceptible de nuire aux relations futures de l'Afrique Centrale avec l'occident,

10. Vu l'évidence que la politique ci-dessus décrite accule le peuple au désespoir, ouvrant ainsi la voie à la révolution contre le colonialisme Belge pratiqué dans le Territoire sous tutelle,

Vu la gravité de la situation et vu l'urgence,

LE COMITE DIRECTEUR DE L'UNION NATIONALE RWANDAISE,
agissant en vertu des pouvoirs que lui confèrent les statuts,

A- Ordonne à tous les membres de l'UNAR :

1. A se retirer du Conseil spécial, s'ils s'y trouvent ou pourraient s'y trouver.
2. A ne pas participer aux élections confidentielles et antidémocratiques prévues pour le 27.6.60, élections imposées par l'occupation militaire et destinées à fausser tout le processus de l'indépendance nationale.

B- Invite solennellement les Partis démocratiques et nationalistes à refuser catégoriquement ce chaos politique et à intensifier la lutte pour l'indépendance nationale.

C- Déclare exclu du parti au 1er juin 1960, tout membre de l'Union Nationale Rwandaise qui participera aux travaux du conseil spécial, et à ses élections antidémocratiques prévues par le communiqué No 13 du résident militaire du Rwanda.

POUR LE COMITE DE L'UNION NATIONALE RWANDAISE,
Le Secrétaire Général,

RWAGASANA Michel,
(Signé) RWAGASANA

Remis à la presse
